

PRIX DE L'ABONNEMENT  
PAR AN :

DÉPARTEMENT, six mois. . . 7 >  
REMIREMONT, six mois. . . 6 50  
FRANCE, un an. . . . . 15 >

## ANNONCES

La ligne : { Judiciaires. . . 40 c.  
Ordinaires. . . 20 c.  
Réclames. . . 25 c.

LE  
PEUPLE VOSGIEN,

## LE PEUPLE VOSGIEN

PARAIT LES  
MARDI ET VENDREDI.

S'adresser, pour ce qui concerne la rédaction et l'administration, au citoyen A. THÉRIN, rédacteur-gérant, à Remiremont.

Les lettres non affranchies seront rigoureusement refusées.

## JOURNAL DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE.

On s'abonne hors d'Épinal : — à Rambervillers, chez le citoyen MÉJEAT, limonadier; — à Bruyères, chez le citoyen HENRI CLAUDEL; — à Mirecourt, chez le citoyen ROLLIN-L'ÉCOLE; — à Dompierre, chez le citoyen L. GUYOT, brasseur; — à Saint-Dié, chez le citoyen DUBOIS, brasseur; — à Gérardmer, chez le citoyen GUERY, notaire; — à Remiremont, chez le citoyen MOUET, imprimeur; — à Neufchâteau, chez le citoyen CHAFFAUT, limonadier; — à Corcieux, chez le citoyen QUILLOT, notaire.

Remiremont, le 10 Avril 1850.

## Les réunions électorales.

Le gouvernement veut interdire les réunions électorales, sous le prétexte qu'elles ne servent qu'à répandre parmi le peuple des idées subversives et à exciter les passions et les haines. Elles seront donc désormais interdites, parce que la majorité le voudra et en dépit de notre Constitution. Mais le socialisme en fera-t-il moins de progrès? nous ne le croyons pas, parce que ce n'est point une science qui s'apprend dans les écoles. Le socialisme est un fait nécessaire, inévitable qui résulte de toutes les iniquités sociales dans lesquelles nous sommes journellement et à la fois témoins, juges et parties. L'avènement du socialisme sera le fait de tous et non de quelques-uns; il s'impose de lui-même, il ne sera point imposé. Les calomnies et les persécutions ne sont que des toiles d'araignée tendues devant lui; il marche d'un pas sûr, guidé par la vérité. Ce n'est point toutefois une raison pour ne pas combattre des adversaires impudents. Il est encore une foule de gens simples et timorés qui se groupent autour d'eux et qui prennent pour mot d'évangile tout ce qu'ils disent ou impriment. C'est à ceux-là que nous nous adressons aujourd'hui.

On sait comme à l'époque des réunions électorales qui ont précédé à Paris l'élection du 10 mars, les journaux de la réaction se sont plu à défigurer les paroles, les idées, les doctrines de tous ceux qui s'y sont fait entendre, et à calomnier l'attitude pacifique et grave du peuple. Les feuilles des départements, à leur tour, ont rempli leurs colonnes de ces soi-disant comptes-rendus. Or, nous avons sous les yeux le discours prononcé le 9 mars par un de nos amis et compatriotes à la réunion des démocrates de Neuilly, des Thernes, de Passy et d'Auteuil, dont il avait alors la présidence. Nous en mettons un fragment sous les yeux de nos lecteurs, afin qu'ils puissent juger de la moralité et de la loyauté de nos adversaires.

Dans cette séance, le président résumait et la situation politique et les arguments qui avaient été apportés

## FEUILLETON DU PEUPLE VOSGIEN.

## MADAME DE SILVEYRA (1).

SUITE \*

En descendant l'escalier du pont, il entendit l'eau qui montait avec son lugubre bouillonnement, ce clapotement lugubre qui semble un glas funéraire. Lorsqu'il arriva à la chambre de l'étrangère, le flot envahisseur vint battre ses pieds comme le serpent qui se glisse dans les hautes herbes et vient en rampant vers sa victime.

Robert pâlit mais il marcha en avant.

D'un coup violent il fit céder la porte, et l'eau trouvant sa issue entra avant lui, dans la chambre apportant sa légère écume.

A la leur mourante d'une lampe suspendue, qui luttait difficilement contre l'obscurité, Robert distingua M<sup>me</sup> de Silveyra renversée sur son lit évanouie. L'eau couvrait déjà ses pieds, encore quelques minutes, et c'en était fait d'elle.

Robert, dont les forces doubleraient en ce terrible moment, la saisit dans ses bras, sortit de la chambre et poursuivi par le flot qui montait toujours, gémissant de se voir ravir sa proie, arriva sur le pont.

On venait de couper les amares de la dernière chaloupe

à la tribune; arrivant au choix des trois candidats Deflotte, Vidal et Carnot, il dit :

« . . . . Jamais, dans les annales du suffrage universel, un pareil choix n'a eu un sens plus élevé, une signification qui touche d'une manière aussi intime aux profondeurs de la conscience publique, si étrangement ébranlée par les chefs de la contre-révolution. Les trois noms sur lesquels nous sommes appelés à voter disent *justice, lumière, amour*; ils représentent notre immortelle devise, *liberté, égalité, fraternité*. »

« *Justice et liberté*, c'est la signification du nom de Deflotte. C'est une protestation énergique contre le manquement aux lois divines et humaines. C'est de plus un nom de pardon et d'oubli pour un égarement affreux, pour une lutte impie et fratricide qu'a fait naître la seconde apparition d'une réaction implacable, pleine de haine et de vengeance. C'est un nom de franche réconciliation et qui part loyalement du peuple vers la bourgeoisie. Et vous le savez, ce nom qui a surpris d'abord, a obtenu une faveur immense dans les rangs de ceux qu'on s'efforce en vain de détacher de nous et qui ne s'en détacheront point désormais, parce que *peuple et bourgeois* savent désormais qu'ils ne peuvent plus être qu'un. »

« *Lumière et égalité*, telle est la portée du nom de Carnot; car c'est par l'instruction que les hommes deviendront réellement égaux avec leurs facultés diverses, et que le principe de la solidarité humaine sera reconnu le principe de la vie sociale. . . . »

« Vous voterez aussi pour Vidal qui représente, par la science nouvelle, le troisième terme que je vous ai indiqué, *amour et fraternité*. En effet, citoyens, la fraternité qui doit unir tous les hommes ne doit pas être un sentiment isolé dans le cœur, mais l'application d'un sentiment à tous les rapports sociaux. La société n'est point une aggrégation plus ou moins confuse d'intérêts divers, c'est l'union intime des cœurs dans les grandes fonctions du travail que Dieu a imposées à l'homme. Et à ce titre, nous n'avons encore de la fraternité que le mot, mais le principe est posé, la conséquence doit suivre. C'est cette conséquence que poursuivent, par des

— A moi ! cria Robert d'une voix terrible.

Le capitaine tressaillit et leva les yeux.

— Ah ! malheureux ! murmura-t-il ! perdu ! perdu ! . . .

La chaloupe repoussée par la vague, s'éloigna violemment du bord

Il s'échappa un cri du cœur des braves marins. Mais aussitôt les rames sonnèrent avec vigueur; au risque de se briser aux flancs de la corvette, on s'en approcha. Le grapin fut jeté malgré les efforts de la mer en courroux. Il y eût une minute d'attente suprême; la barque reçut une secousse, l'eau frémit à son bord, puis elle se releva et bondit, emportant Robert et M<sup>me</sup> de Silveyra, toujours évanouie.

Quelques minutes après, la corvette s'enfonça lentement, majestueusement. D'abord le flot passa sur le pont, emportant dans sa course tout ce qui lui faisait obstacle. Puis la proue et la poupe disparurent; le léger navire tournoya sur sa quille, un gouffre s'ouvrit, les vagues s'y précipitèrent avec fureur, et de la *Coquette-Marie* il ne resta rien que des débris que la tourmente dispersa.

Comme si cette victime eût calmé l'élément aveugle, la mer se calma subitement, les nuages descendirent, à l'horizon le ciel bleu reparut, tandis qu'à l'Orient le jour ouvrait ses portes d'or et déployait son manteau de pourpre.

Le jour sembla caresser d'un regard bienveillant les pauvres chaloupes qui entraient dans le port de Toulon, remorquées par les bateaux de sauvetages envoyés à leurs secours. Le danger était passé et les marins élevaient leur chapeaux en l'air et poussaient un cri de

voies diverses, des hommes appliqués à l'histoire des révolutions de l'humanité, et qui écoutent et étudient dans le silence le fonctionnement des puissances et des rouages de la société. C'est cette recherche de la fraternité, de la civilisation par la science et non par la routine que représente enfin le nom de Vidal. Mais cette recherche doit être libre pour être utile. Vous protesterez donc aussi par son nom contre l'étouffement de la raison pour la liberté de l'esprit humain.

« Voilà, citoyens, comme des orateurs de diverses origines, éloquents, sinon tous par la parole, tous du moins par le cœur, ont expliqué la signification du vote de demain; et vos applaudissements, qui n'étaient point un acte de bienveillance, leur prouvaient à chaque instant qu'ils étaient dans la vérité. Votre vote ne sera point un vote de parti, ce sera le vote de la vérité contre le mensonge, et rappelez-vous qu'en ce moment toute l'Europe a les yeux fixés sur vous. »

« Je ne rappellerai point toutes les discussions qui ont pu être étrangères à l'objet immédiat de nos délibérations. Nous n'avons plus à songer qu'à la victoire de demain. »

« Toutefois je ne dois point passer sous silence que le socialisme était au fond de toutes nos discussions. Cela était naturel, mais cela était également forcé. Un magistrat avait lancé contre nous un cri de guerre. Nous avons accepté le défi et nous sommes venus à cette tribune exposer dans la mesure de nos forces les convictions qui nous animent et les espérances qui nous soutiennent. On nous appelait BARBARES; nous avons voulu montrer que le désordre, l'oppression, l'immoralité, une misère éternelle pour le peuple sont le fond même de la société moderne, et que c'est un devoir et un droit pour chacun de rechercher les moyens de ne pas périr sous les ruines qui nous menacent de toutes parts. Tous les orateurs qui se sont fait entendre ici ont toujours, dans des paroles pleines de conciliation et de modération vraie, montré que la voie véritable est dans le travail organisé fraternellement, non point par des embrigadements de travailleurs, par des établissements d'ateliers nationaux, mais par l'association, afin que le produit du travail appartienne tout entier à celui qui y a

joie, suprême hymne de reconnaissance qu'ils envoyaient à Dieu.

M<sup>me</sup> de Silveyra avait repris ses sens dans les bras de Robert, son courageux sauveur. Ce fut encore son aide qu'elle accepta pour gagner sur le port l'hôtel le plus proche. Elle se fit apporter des vêtements pour remplacer ceux qui la couvraient et qui étaient entièrement mouillés, ne songeant guère à tout ce qu'elle avait perdu dans ce naufrage; et une heure après, elle faisait dire à Robert qu'elle l'attendait dans son appartement pour le remercier de nouveau.

Ce ne fut pas sans une violente émotion que Robert se rendit à cette invitation, car le passé n'était point un rêve. Cette femme qu'il avait voulu sauver au péril de sa vie, cette femme qu'il avait emportée dans ses bras frémissants, c'était bien la belle et poétique vision, c'était bien l'enfant, l'ange, la femme, la reine qu'il avait vue la nuit au pied du grand mât de la corvette!

Lorsqu'il était reparu sur le pont, pressant contre lui son précieux fardeau, cherchant avidement à distinguer ses traits, un éclair lumineux, rapide, avait répondu à son ardent désir, et lui avait montré, renversée sur son épaule, cette admirable tête qui semblait celle d'une vierge endormie, et Robert avait murmuré :

— O mon Dieu, merci ! . . . Ce n'était pas une illusion, je n'étais pas fou ! c'est elle !

Et il l'avait pressée plus fortement contre sa poitrine.

L'instant d'avant, une étrange pensée avait traversé son esprit. Il s'était dit : Si cette femme n'est point l'ange que j'ai rêvé, nous périrons tous deux ! Je ne veux pas survivre à mon rêve.

(1) La reproduction de ce roman est formellement interdite à tous les journaux qui n'ont pas traité avec la correspondance littéraire de M<sup>me</sup> Clémence LALIRE.

\* Voir les n<sup>os</sup> des 30 mars, 5 et 6 avril.

contribué, pour être réparti suivant un juste équilibre entre la production et la consommation. Et partant de là, on a fait voir que nous étions parfaitement d'accord avec nos adversaires qui donnent comme nous le travail pour principe et base de la propriété, et que nous cessions d'être d'accord quand il fallait l'appliquer.

• Quant à la religion, il a été dit que Dieu nous avait donné une conscience libre pour le comprendre au fond de nous mêmes et un cœur pour l'aimer dans nos semblables. On a protesté, il est vrai, contre certains hommes qui prétendent en avoir le monopole et ne s'en servent que comme d'un instrument. Mais est-ce là, nous le demandons, attaquer la religion?

• Et la famille, citoyens? La famille! qui la profane chaque jour?

• Ah! jetons plutôt un voile sur les infamies que les tribunaux nous révèlent dans les classes dites élevées, chez ceux qui s'en intitulent les défenseurs. Nous n'aurions ici que le choix des arguments. Je voudrais pouvoir vous répéter les simples et nobles paroles du représentant Boyssset, pour conspuer ces hypocrites de la famille toujours prêts à ternir l'honneur du peuple et à nous ravir les pures joies de l'âme dans le sanctuaire du foyer. Mais je les affaiblirai et vous les avez encore présentes à la mémoire.

• Voilà comme il a été répondu à M. Carlier, et je suis persuadé que ce magistrat renseigné par les procès-verbaux de l'honorable commissaire de police ici présent, est aujourd'hui complètement rassuré sur l'invasion, des barbares et a déjà rendu le courage à son gouvernement....

Est-ce là, nous le demandons à notre tour, un langage de démagogue et d'anarchiste? Eh! bien, partout il en fut de même; et la dignité du peuple, dans ces réunions politiques, n'a jamais été au-dessous de la gravité de la question. Et qu'on ne s'y trompe point, c'est précisément là ce qui a causé l'effroi d'un pouvoir ombrageux qui sent se retirer de lui toutes les consciences. Il a peur, mais c'est de la puissance de la vérité. Néanmoins il opprimer, réprimera, comprimera, mais le socialisme vivra, grandira et régnera.

#### Encore l'élection du 24 mars.

Le *Journal des Vosges* n'a pas encore pris son parti de l'échec éprouvé par la faction royaliste, lors de l'élection du 24 mars. Il tourne, retourne les chiffres pour dissimuler sa défaite; semblable à ces mauvais joueurs qui cherchent chicane à leurs adversaires et s'obstinent à leur contester le point, en dépit même de l'évidence. Peu s'en faut que, pour donner le change à ses partisans déçus, il n'entonne un chant de victoire et ne monte au Capitole pour rendre grâces aux Dieux.

Et d'abord, s'il faut en croire le *Journal des Vosges*, jamais la démocratie n'eût réussi à faire passer son candidat sans la mort du général Raoul, ce compatriote illustre dont nous ignorions tous l'existence, — le *Journal des Vosges* tout le premier, — avant qu'il ne devint le candidat de l'Élysée. Admettons l'hypothèse; le *Journal des Vosges* voit que nous sommes de bonne compo-

Mais l'ange était dans ses bras et il jeta son terrible cri : A moi!

Puis il attendit, calme et résigné; malgré l'obscurité, les yeux fixés sur l'adorable visage de cette femme, et se disait sans effroi, presque avec bonheur : eh bien, s'ils ne peuvent la sauver, nous mourons ensemble!...

Abîme du cœur, qui le comprendra! D'où venait cet amour? où allait-il? qui l'avait mis au cœur de Robert? et comment l'éprouvait-il pour cette étrangère dont il n'avait pas même entendu la voix?... Mystère pour tous; secret de Dieu!...

Et voilà pourquoi Robert appelé par M<sup>me</sup> de Silveyra, touchant à la réalité de tout ce qui n'avait été jusque là qu'un rêve complété à la lueur des éclairs, au bruit du tonnerre, au-dessus d'un abîme, en face de la mort, éprouvait une de ces émotions profondes, douces et terribles qui décident de toute une existence. Son cœur ardent, son imagination neuve et brillante était entrée dans le domaine de la superstition; rien ne devait plus lui sembler simple et naturel.

Ce fut donc troublé, tremblant qu'il pénétra dans le petit salon où M<sup>me</sup> de Silveyra l'attendait.

Elle se leva et lui tendit une main blanche et mignonne qu'il porta respectueusement à ses lèvres.

— J'avais hâte de vous voir, monsieur, dit-elle. J'avais hâte de vous remercier encore, car le capitaine me l'a dit : pour me sauver, vous avez risqué votre vie, avec un courage, un dévouement... que je ne comprends pas encore.

Robert s'était assis près d'elle; il ne songeait point à l'interrompre. Jamais un organe aussi pur, aussi suave

sition, — toujours est-il que le parti républicain qui, dans cette dernière élection, a donné au citoyen Guilgot 33,344 suffrages, a gagné 15,109 voix depuis les élections du 31 mai 1849, puisque à cette époque M. Forel, le candidat de la liste républicaine qui avait obtenu le plus de voix, n'en réunissait que 18,455. N'en déplaise à notre confrère, c'est quelque chose qu'un pareil résultat en moins d'une année de propagande, et comme il est certain que la progression se maintiendra, nous pouvons, sans trop de souci, attendre le mois de mai de l'an de grâce et de délivrance 1852.

Mais s'il ne peut nier que la démocratie ait triomphé au 24 mars, le *Journal des Vosges* va du moins s'efforcer d'atténuer autant que possible la portée de cette victoire. Il compose son visage, prend un air souriant, et s'adressant aux niais de son parti : « Le socialisme, dit-il, a remporté une victoire, mais non sous son propre drapeau; il a été contraint de le cacher, et l'élu du 24 mars se défend comme d'une injure de la qualification de socialiste. » D'où il s'empresse de conclure que le socialisme, loin de gagner du terrain dans les Vosges, en a considérablement perdu.

Allons donc! cher confrère; vous n'êtes pas en vérité si simple que vous en avez l'air. Vous savez très-bien que démocrate, républicain, montagnard, socialiste, sont termes aujourd'hui synonymes, et si par hasard vous l'ignorez, les derniers manifestes publiés par la Montagne vous édifieraient sur ce point. Or, le citoyen Guilgot, dans son adresse aux électeurs, a annoncé hautement qu'il irait siéger A LA MONTAGNE, et qu'il appuierait énergiquement toutes les réformes sociales que le progrès des temps a rendues nécessaires. Est-ce là se défendre comme d'une injure de la qualification de socialiste? Il faut être le *Journal des Vosges* pour oser le prétendre.

Eh! quoi, journal aussi honnête que modéré, vous avez donc oublié que, dans votre numéro du 27 mars, vous criiez à tue-tête que voter pour M. Guilgot c'était voter pour le socialisme? Et ce qu'il y a de plus curieux, c'est que, dans votre numéro du 6 avril, en répondant à la lettre du citoyen Guilgot qui revendique l'épithète de socialiste, vous reconnaissez qu'entre socialiste et montagnard il n'y a aucune différence! Comment donc vous ingéniez-vous, quelques lignes plus haut, à établir une distinction entre ces deux dénominations? Est-ce défaut de logique? Est-ce distraction? De grâce relisez-vous à l'avenir, car pour vous réfuter, il suffit de vous opposer à vous-même et de mettre votre troisième page en regard de la première.

Non, messieurs les royalistes de toutes les couleurs, vous avez beau faire : personne ne se méprendra sur la signification du vote du 24 mars. Les socialistes vosgiens, en donnant leurs voix à Guilgot, n'ont pas eu à cacher leur drapeau, car leur candidat avait accepté, sans arrière-pensée, sans restriction, le programme socialiste de la Montagne. C'est donc le socialisme avéré, ne vous en déplaise, qui a triomphé dans la personne du citoyen Guilgot, et vos maladroits efforts pour diviser la majorité qui vous a condamnés ne serviront, sachez-le bien, qu'à resserrer les liens qui nous unissent et à nous

n'avait pénétré jusqu'à son cœur. Il voyait pour ainsi dire, la parole harmonieuse s'échapper en les caressant des lèvres roses de la jeune femme, il se sentait enveloppé par la flamme magnétique qui brillait dans ses grands yeux noirs, il écoutait, souffrant à force de bonheur, oubliant qu'il lui fallait répondre.

— Expliquez-moi donc, monsieur, reprit M<sup>me</sup> de Silveyra avec une douce insistance, comment, dans cet horrible moment où chacun devait songer à son propre salut, vous avez, vous, songé seulement au mien?

— Mon Dieu, madame, dit Robert d'une voix émue, rien n'est plus simple. J'ai vu toutes les passagères embarquer, vous seule manquez. Elles avaient toutes un ami, un époux, un frère pour veiller sur elles, vous étiez seule, et je devais vous sauver.

— Seule en effet!... murmura M<sup>me</sup> de Silveyra en inclinant lentement sa belle tête... puis la relevant aussitôt, elle ajouta : Mais comment vous étiez-vous aperçu de mon absence? Vous ne me connaissiez pas; saviez-vous seulement que je fusse à bord?

— Oui, madame... une nuit... seul sur le pont, j'attendais, il y a quinze jours environ, que la fatigue amena le sommeil... et cette nuit-là... je vous vis!

— Ah! c'était vous!...

M<sup>me</sup> de Silveyra prononça ces mots lentement et en arrêtant sur Robert un regard profond, presque curieux. Il en fut troublé jusqu'au fond de l'âme, et continua avec une vivacité qui dissimulait mal son embarras.

— Voilà pourquoi je me souvins de vous, madame, voilà pourquoi, à l'heure du danger, ne vous voyant pas à mes côtés, je ne prononçai pas un seul mot, et je cou-

préparer une plus éclatante victoire aux élections de 1852.

#### Profession de foi socialiste du

JOURNAL DES VOSGES.

Il y a des gens qui répètent sur tous les tons : « Les socialistes sont des voleurs! »

Puis ils vous demandent : « Etes-vous socialiste? »

Vous répondez : « Je suis socialiste, mais je ne suis pas voleur. »

Bien! s'écrient-ils; vous reniez le socialisme, vous baissez pavillon. Victoire! le socialisme s'en va grand train. Il avait 7,000 voix à la dernière élection : il en a 173 à celle-ci. Le département n'en veut plus.

Belle est la petite comédie que le *Journal des Vosges* donnait samedi dernier à ses abonnés, à propos de la lettre aussi remarquable par la sagesse que par l'élevation des idées que lui adressait le représentant élu le 24 mars par les démocrates socialistes des Vosges.

« Le socialisme, Messieurs, disait M. Guilgot, c'est l'égalité, c'est l'étude des moyens propres à réaliser de plus en plus, à l'aide de nos institutions, la grande idée proclamée en 89, et à laquelle vous devez vous-même de n'être pas serf (car vous n'êtes pas noble, que je sache); de combattre cette aristocratie toujours renaissante sous une forme ou sous une autre, en un siècle où il ne doit en exister d'autre que celle du travail; de faire pour le prolétaire d'aujourd'hui, ce qui a été fait pour vous-même à l'époque que j'ai citée; d'amener enfin, et graduellement, les classes jusqu'alors déshéritées à lutter, à armes égales, avec les privilégiés du sort, dans la voie du travail et du bonheur. »

Il est difficile, n'est-ce pas, d'être plus clair et plus catégorique. A cela que répond notre intrépide adversaire?

« Être socialiste, SUIVANT L'ACCEPTATION REÇUE, c'est vouloir s'emparer avec violence du bien des autres, quand on n'a rien su acquérir soi-même par le travail et l'économie. »

A ce compte, assurément, nous ne sommes pas socialistes, ni nous ni personne; et savez-vous bien que ce serait effrayant de penser qu'il y a dans ce moment à Paris quelque chose comme 150,000 électeurs qui ont donné leurs voix à un socialiste aussi avéré que le citoyen Vidal, un homme qui voudrait « s'emparer avec violence du bien des autres. » Mais alors que nous parlez-vous de 173 voix dans le département des Vosges? Il faudrait faire le tour de la France pour trouver un homme qui vint se ranger bénévolement sous le drapeau qu'agit notre spirituel confrère, ce drapeau que nous mettons dans notre poche, à l'entendre. Mais au bague même on n'en voudrait pas, car les voleurs n'ont jamais pensé à ériger le vol en principe, et il fallait toute l'imagination des écrivains honnêtes et modérés pour inventer un parti politique arborant la bannière du vol et de la paresse. Parmi ceux qui ne sont pas avec nous, il y a des hommes d'honneur, des esprits sincèrement honnêtes qui nous comprennent mal encore, et qui viendront un jour à nous; nous leur demanderons, la main sur la conscience, s'ils se sentent bien flattés de voir les soute-

rus vers vous. Il me sembla que Dieu ne vous avait offert une fois à mes yeux éblouis que pour me dire : Veille! c'est à toi que je la confie.

— Vous êtes superstitieux, comme tous les cœurs aimants et dévoués, monsieur, dit-elle avec un sourire doux et triste. Mais si cela est vrai, Dieu ne pouvait en effet me choisir un protecteur plus courageux.

— Ce n'était point du courage, madame. Il fallait songer à vous, voilà tout, et je descendis sans crainte; moi je n'étais rien, vous étiez tout; et je devais vivre pour vous sauver. Je vous trouvais renversée... évanouie...

— C'est vrai, reprit M<sup>me</sup> de Silveyra. Devant cette terrible tempête, j'étais restée calme, sans effroi... J'aime, je vous l'avoue, les sifflements aigus du vent, le fracas de la foudre, la lueur éblouissante, rapide des éclairs! J'aime le désordre des éléments, toutes ces puissances déchainées, luttant sous l'œil de Dieu qui d'un souffle les calme et les arrête après qu'ils ont brisé les obstacles où se sont vainement rués contre eux. J'aime toutes ces choses, car c'est lorsque la nature tressaille sous de terribles secousses, lorsque tout est bruit, désordre et terreur autour de moi, que je sens le calme dans mon âme et la sérénité à mon front. J'éprouve une sorte d'orgueil, il me semble qu'il n'y a plus dans la nature que Dieu et moi.

En parlant ainsi, M<sup>me</sup> de Silveyra s'était animée, son front resplendissait et ses grands yeux noirs brillaient d'un vif éclat. Robert la regardait muet et surpris et d'admiration.

TITUS.

(La suite au prochain numéro.)

neurs de leur parti le défendre ainsi, et s'il ne leur monte pas au cœur un flot de dégoût à l'aspect de tant d'impudence et de maladresse. Quand des hommes honorables viennent dire tout haut ce qu'ils sont, ce qu'ils pensent et ce qu'ils veulent, et qu'on leur répond : Etre socialiste, *suivant l'acception reçue*, que pouvez-vous dire à cela ? *Reçue*, par qui, s'il vous plaît ? Par vous, peut-être, et encore vous savez bien que cela n'est pas vrai, à moins que vous n'avez étudié le socialisme que dans les colonnes du *Constitutionnel*, ce qui serait possible à toute force.

Mais il y a mieux. Présentez à tous les chefs avoués du socialisme l'ingénieuse définition du *Journal des Vosges*, assurément il n'en est pas un seul qui ne détourne la tête en souriant de pitié. En revanche, présentez leur celle de notre honorable représentant, il n'en est pas un, non plus, nous l'affirmons hardiment, qui ne vous tende la main et vous dise : C'est cela. Or, cette définition qui est la bonne, qui est la dangereuse, par conséquent, si le socialisme est dangereux, savez-vous ce qu'en fait l'habile organe du grand parti de l'ordre ? Eh, mon Dieu, il l'accepte, et de très-bonne grâce, et en lui faisant la révérence, qui plus est.

Oh ! alors, Monsieur, soyez le bien venu ; apportez au triomphe de cette idée, qui nous compte au nombre de ses infimes, mais dévoués adeptes, etc. »

Pourquoi donc alors nous injurier tous les matins, si vous pensez comme nous ?

Pourquoi nous désigner en toute occasion à la haine et au mépris de nos concitoyens, si vous êtes un adepte dévoué de l'idée que nous poursuivons ?

Pourquoi, quand nous venons vous dire : « Voilà ce que nous voulons, » et que vous répondez : « Et nous aussi, » pourquoi s'entêter à venir hurler sous notre nez que nous sommes des voleurs, *suivant l'acception reçue*.

Puis on ajoute naïvement : « Mais il fallait donc, Monsieur, nous dire tout simplement que vous êtes homme de progrès. » Et vous disons-nous autre chose depuis deux ans. C'est aujourd'hui seulement que vous vous en apercevez. En vérité, c'est jouer de malheur. On va se battre avec grand fracas contre des moulins à vent, on tire à boulets rouges sur des principes déserts derrière lesquels il n'y a personne, et l'on vient s'asseoir tranquillement dans le camp vivant et redoutable où s'agit à flots pressés l'armée ennemie. Un homme vient vous dire : Le but du socialisme, c'est de combattre cette aristocratie toujours renaissante sous une forme ou sous une autre, en un siècle où il ne doit en exister d'autre que celle du travail, et vous lui répondez agréablement : « Mais il fallait donc, Monsieur, nous dire tout simplement que vous étiez homme de progrès. » Allez demander à M. Thiers ce qu'il en pense.

Vous êtes dans le socialisme, mon cher, ou, si vous n'y êtes pas, vous lui avez tiré votre chapeau. Que cela ne vous arrive plus une autre fois, car vous seriez grondé par vos patrons.

Et maintenant quant aux 173 voix que l'on fait sonner si fort, nous dirons en deux mots que c'est l'indiscipline qui les a eues et non pas le socialisme. Nous ne savons pas ce que c'est en démocratie qu'un grand-prêtre de la doctrine, selon l'expression pompeuse du *Journal des Vosges*, et s'il y avait dans nos rangs des *séides aveugles*, toujours selon le *Journal des Vosges*, dont les convictions appartenissent à un homme, et non à un principe, nous les plaindrions sincèrement, sans nous inquiéter d'avantage de leur abandon. Les hommes peuvent grouper autour d'eux quelques séides ; mais les principes seuls ont la foule avec eux.

Du reste, ces expressions, qui ne sont pas de nous, nous les désavouons pour notre compte. Quelques-uns de nos amis, et le chiffre n'est ici que trop éloquent ; quelques rares démocrates ont cru devoir faire bande à part dans une occasion solennelle, mais il n'y a parmi eux ni grand-prêtre, ni séides pour cela, et nous avons bien trop à faire avec l'ennemi qui est en face pour nous laisser aller aux récriminations contre quelques frères d'armes partis en enfant perdus. On nous tend un piège ; nous n'y tomberons pas. Que nos amis dissidens fassent comme nous. Qu'ils voient quel parti on entend tirer d'une lutte intestine parmi nous, et qu'ils jugent s'il leur convient d'être sacrés grand-prêtres du socialisme par le *Journal des Vosges*, qui a une si jolie façon de définir le socialisme.

Il se développe au sein du peuple un esprit remarquable. Sa misère est profonde, ses souffrances vont croissant, il existe des contrées entières où il pourrait envier le sort des plus vils animaux. Mais ce peuple, que ses maîtres regardent d'un œil sec, exploitent, écrasent sans miséricorde, au lieu de s'endurcir à leur exemple, s'est ému de cette commiseration. Quelque affaibli quelle soit, la loi qui ordonne aux frères de s'aimer, de se dévouer les uns aux autres a en lui de vivantes raci-

nes. Il y croit, il y obéit. Le pauvre, secourable aux pauvres, partage avec lui son asile, son chétif morceau de pain, se dépouille pour le vêtir, le soigne dans ses maux, le veille la nuit après le travail du jour, le soutient, le console, charme, enchante ses douleurs à force d'y compatir, et quand l'heure du départ est arrivée, lui adoucit le dernier passage.

Et ce n'est pas tout.

On se préoccupe du juste, on cherche à résoudre en ce sens les problèmes sociaux. Même en refusant aux masses l'exercice de leurs droits, on reconnaît ces droits ; même en les foulant, les pressurant, en aggravant le poids sous lequel elles succombent déjà, on se dit que cet état ne saurait durer, on pense aux moyens d'en sortir, on rêve un autre ordre, on le prépare de loin.

Autre symptôme significatif.

A mesure que les peuples, prévenus contre leurs gouvernements, en défiance d'eux, échappent à leur action, et c'est le fait presque universel, ils tendent à se rapprocher, à s'unir ; leurs vieilles haines s'éteignent, leurs préjugés s'effacent ; une mutuelle sympathie les attire les uns vers les autres ; ils commencent à comprendre qu'en dehors même de cette sympathie l'intérêt devrait encore établir entre eux des relations fraternelles, qu'ils souffrent tous de ce qui les divise. Il y a pour des temps plus ou moins prochains, toute une révolution.

### Chronique locale.

Le citoyen Guilgot, représentant du peuple a quitté Epinal dimanche matin pour se rendre à son poste.

Les démocrates de Mirecourt et de Neufchâteau l'attendaient à son passage. Nous apprenons qu'il a été chaleureusement accueilli dans ces deux villes.

#### ÉLECTIONS DE 1849 ET DE 1850.

Nous mettons sous les yeux de nos lecteurs un tableau qui fera comprendre à tous quel progrès a fait le sentiment républicain dans notre département. Nous nous dispensons de tout commentaire.

CANTONS.	CANDIDAT DE LA RÉACTION qui a obtenu le plus de voix au		CANDIDAT RÉPUBLICAIN qui a obtenu le plus de voix au	
	15 mai 1849. Votants, 66,415.	24 mars 1850. Votants, 61,647	15 mai 1849. Votants, 66,415.	24 mars 1850. Votants, 61,647.
NEUFCHATEAU . . . . .	2237	1500	719	1228
Bulgnéville . . . . .	1865	885	415	960
Chatenois . . . . .	1800	920	568	883
Coussay . . . . .	1527	966	545	244
Lamarche . . . . .	2521	1259	198	990
MIRECOURT . . . . .	1876	1444	1064	1019
Charmes . . . . .	2169	1590	466	649
Darney . . . . .	1415	906	582	929
Dompaire . . . . .	1986	1077	555	1583
Monthureux . . . . .	1190	704	261	602
Vittel . . . . .	1448	1110	624	1045
EPINAL . . . . .	1717	718	1552	2548
Bains . . . . .	1755	1446	152	159
Bruyères . . . . .	1962	1201	1271	1667
Chatel . . . . .	1572	779	565	1517
Rambervillers . . . . .	1711	1181	1620	1951
Xertigny . . . . .	2069	965	552	1087
SAINT-DIÉ . . . . .	1112	747	2022	1825
Brouvelieures . . . . .	319	192	656	459
Corcieux . . . . .	559	524	1522	1405
Fraize . . . . .	812	376	607	651
Gérardmer . . . . .	191	155	525	425
Raon-l'Étape . . . . .	741	599	796	994
Saales . . . . .	996	656	449	449
Schirmeck . . . . .	452	573	1263	1587
Senones . . . . .	661	459	1023	1169
REMIREMONT . . . . .	1825	709	925	1806
Plombières . . . . .	1568	924	545	590
Ramonchamp . . . . .	855	515	809	890
Saulxres . . . . .	2404	1147	425	958
Armée . . . . .	704	1522	292	1375

Le *Journal des Vosges* rit jaune. On a pu remarquer, avant son échec électoral, avec quelle affection de modération il parlait de notre candidat. Il voulait évidemment se donner le bénéfice d'une vertu qui n'est qu'un nom dans son parti. Aujourd'hui, surpris par la défaite dans sa trop douce confiance, il change de ton ; n'osant jeter les gros mots de son vocabulaire modéré, il s'efforce de prendre un petit air badin et voudrait faire le méchant à l'encontre de notre nouveau représentant et de ceux qui l'ont choisi.

Riez, mon bon homme, riez tout seul, car les rieurs

ne seront jamais de votre côté. Votre gravité boursoufflée, votre enveloppe de maître Mitis n'en sont que plus amusantes, et par ces temps de terreur blanche, c'est bien le moins que vous nous donniez le vaudeville après la tragédie.

Les blancs, voulant faire peur... du socialisme, ont épuisé contre lui tout leur arsenal d'injures de calomnies, et ils se sont aperçus, mais trop tard, qu'ils ne réussissaient point.

Aujourd'hui que, changeant de tactique, ils ont passé des paroles aux actes, jamais ils n'ont eu un pareil succès. Ils font peur à tout le monde ; tout le monde les hait et les fuit.

On nous écrit de Mirecourt que les buffets y ayant considérablement baissé de valeur, l'industrie des orgues y reprend une grande activité.

Un de nos abonnés nous demande si M. le notaire Granjean, auteur de la protestation contre l'élection du commandant Guilgot, est le même qui, pendant les dernières années de la monarchie, enrichissait assez fréquemment de sa correspondance les colonnes du *Patriote de la Meurthe*, et qui, au mois de novembre 1847, faisait partie de la commission chargée d'organiser le banquet réformiste d'Epinal. Hélas ! oui ! M. Granjean qui devait, moins de deux ans plus tard, être l'un des candidats de l'*Espérance*, était alors en butte, ainsi que ses collègues de la commission, aux railleries de la dévote feuille, et aux attaques des satisfaits de Louis-Philippe, avec lesquels il marche aujourd'hui de concert. *Quantum mutatus ab illo !* Il n'y a que la République pour opérer de ces métamorphoses.

M. Granjean se souvient-il encore du toast qu'il a prononcé au banquet dont nous venons de parler ? S'il a oublié ces paroles, il ne trouvera pas mauvais que nous prenions la peine de les lui rappeler.

« ... Nous n'avons du gouvernement représentatif qu'une indigne parodie ;

« Comme conséquence, des budgets constamment en déficit, des emprunts onéreux et une déplorable progression dans les charges publiques.

« Aussi, messieurs, après de longues années d'une paix non interrompue, durant laquelle il eût été si facile d'amortir la dette publique et de créer des ressources pour l'avenir, la France voit aujourd'hui ses finances plus obérées qu'elles ne le furent à la suite des longues et mémorables luttes de l'Empire... »

« Après cela, messieurs, faut-il s'étonner si l'avenir apparaît chargé de nuages ; si les populations s'inquiètent ; si la désaffection et la déconsidération font de si effrayants progrès ; si enfin la confiance dans nos institutions faussées, ne rassure qu'imparfaitement les esprits alarmés ? »

Ces paroles, vraies au moment où elles furent prononcées, ne le sont-elles plus aujourd'hui ? Et si l'esprit des gouvernants n'a pas changé, que doit-on penser de M. Granjean, qui a déserté les rangs de l'opposition pour passer dans ceux des soutiens du pouvoir ?

Epinal, le 8 avril 1850.

MONSIEUR LE GÉRANT DU JOURNAL LE PEUPLE VOSGIEN.

J'ai l'honneur de vous faire part qu'à partir du 10 avril courant, le courrier de Nancy à Mulhouse, apportant les dépêches de Paris, arrivera à Epinal, entre six et sept heures du soir ; en conséquence, la dernière levée de la boîte pour la route de Mulhouse se fera à six heures du soir au bureau et à cinq heures et demi à la boîte supplémentaire.

Les correspondances de Paris, apportées par le courrier de Nancy, seront mises en distribution le soir même, toutes les fois que ce courrier sera arrivé à sept heures du soir, lorsqu'il arrivera plus tard, la distribution au guichet du bureau aura lieu jusqu'à neuf heures du soir.

Vous jugerez sans doute utile de porter ces changements de service à la connaissance des lecteurs du journal que vous dirigez.

J'ai l'honneur de vous saluer,

Le directeur comptable des postes,

SABOURIN.

### Assemblée législative.

*Suite et fin de la séance du 4 avril.*

Malgré l'admirable discours de M. Victor Hugo, que l'abondance des matières nous empêche de donner, malgré l'éloquente parole de M. Em. Arago, mettant au pilori M. Od. Barrot, en opposant sa foudroyante philippique de 1855 contre la loi de déportation à la déclaration que venait de faire M. Rouher que le projet actuel était du garde des sceaux son prédécesseur, l'Assemblée décide à la majorité de 451 voix sur 648 votants, qu'elle passera à une seconde délibération. Tous les représentants du Bas-Rhin ont voté contre.

Séance du 6 avril.

PRÉSIDENCE DE M. DUPIN.

La séance est ouverte à une heure. L'assemblée procède à un scrutin de ballottage entre MM. Léon Faucher de Vatinmesnil, Benoist d'Azy, Jules de Lasteyrie, pour la nomination de deux vice-présidents. L'ordre du jour appelle la discussion sur la vérification des élections du Haut-Rhin.

M. CASSAL. Je viens combattre les conclusions du rapport que vous avez entendu hier; je demande l'annulation des élections du Haut-Rhin, par les mêmes motifs qui ont, il y a peu de jours, déterminé l'Assemblée à prononcer l'annulation des élections de Saône-et-Loire. Je la demande en second lieu, en raison des faits graves, des nombreuses illégalités qui ont signalé ces élections. Je n'invoquerai, messieurs, que des faits d'une notoriété incontestable; au nombre de ces faits et en première ligne, il est hors de doute qu'on a voté le 10 mars sur les listes de 1850, listes qui dépassent de 2,500 à 5,000 le nombre des électeurs inscrits sur les listes de 1849.

Ce seul fait, messieurs, suffirait pour vous déterminer à prononcer l'annulation des élections du Haut-Rhin, et je pourrais me dispenser d'entrer dans le détail des autres irrégularités commises; je pourrais vous citer des actes nombreux d'intimidation. Je me bornerai à vous les signaler.

Un honorable citoyen de Mulhouse ayant été trouvé porteur de bulletins électoraux fut arrêté par les gendarmes et jeté dans une prison. Le lendemain cet honorable citoyen fut conduit la chaîne au cou dans la prison d'Altkirch. Les gendarmes fouillaient les maisons pour y chercher les journaux démocratiques; quinze instituteurs primaires ont été révoqués; un maire aurait été menacé de destitution, et on avait soin d'ajouter que cette destitution serait une perte de 400 fr., car, aux termes de la nouvelle loi, les maires allaient être payés. Enfin, messieurs, on n'a reculé devant rien; un faux même a été commis. (Mouvement.)

Un homme infâme, un homme qui n'est autre qu'un croupier de maison de jeu en Allemagne, un homme condamné pour escroquerie, avait reçu la mission d'influencer les élections du Haut-Rhin. Là, il inondait les campagnes d'une prétendue circulaire signée Montholon. Or, cinq jours après les élections, M. le général Montholon a désavoué sa signature et déclaré que cette circulaire n'était pas de lui.

L'honorable orateur donne lecture de cette circulaire répandue par M. Suau de Varennes; il rappelle les persécutions exercées contre les militaires, et termine en rappelant les tentatives de corruption exercées par le préfet dans diverses localités et par l'un des candidats élus, M. Migeon.

MM. Montholon et Vast-Vimeux affirment n'avoir pris part ni à la rédaction ni à la propagande de cette circulaire.

M. Heckeren répond que M. Suau de Varennes est étranger au Haut-Rhin, qu'il s'est informé qui il était; M. Montholon lui a répondu: c'est un homme intelligent, qui entend la manière de manier la partie. Quant aux circulaires l'orateur répond que les socialistes en ont fait de bien plus violentes. Il donne lecture de l'une d'elles, dans laquelle les libéraux, les nobles, les jésuites, sont violemment attaqués. Il y a donc pu avoir justes représailles. Il parle ensuite d'intimidation. Il pleuvait chez les modérés des lettres anonymes où on les menaçait de guillotine. (Interruption à gauche.)

M. CHARRAS. Ne parlez pas de lettres anonymes. (A droite: à l'ordre, à l'ordre!)

M. HECKEREN. On a parlé de moi; oui, je me suis mêlé d'élections; oui, j'ai été partout, et je m'en vante. Quand on tient un drapeau, il faut le tenir haut et ferme. Les élections du Haut-Rhin se sont bien passées. On s'y est battu; mais on s'y battra toujours, voilà tout. (Applaudissements à droite.)

M. Boroche, ministre de l'intérieur, annonce que les tribunaux ont ordre de poursuivre le délégué du comité napoléonien, sous l'inculpation de faux.

Il est quatre heures et demie. La séance continue.

## Intérieur.

— MM. Raudot et Noël (de Cherbourg) proposent d'ajouter au titre 4 du budget général des dépenses la disposition suivante: Un état indicatif du nombre des élèves qui suivent habituellement les cours des facultés des sciences et des lettres sera distribué, au plus tard, à l'époque où sera fait le rapport sur le budget de 1851.

M. Raudot propose également de réduire de 4,688,571 francs le chapitre 42 du ministère de l'intérieur, (fonds-commun.)

— **Crédit foncier.** — M. le général de Grammont a déposé une proposition relative à l'établissement d'une banque foncière de France. M. de Grammont demande l'approbation des statuts de la banque foncière de France, présenté le 2 avril 1850, par MM. de Chamboraut, propriétaire et membre du conseil général de la Charente, de Grammont, receveur des finances à Paris et propriétaire, de Résigny, général de brigade et propriétaire à Paris, Ducroc de Chabannes, ancien colonel, propriétaire à Paris. Le maximum de l'émission des billets de la banque foncière serait fixé provisoirement à six cents millions. Ces billets jouissaient de la faveur qui est accordée à la banque de France.

On annonce l'arrivée de M. Fialin de Persigny, à qui serait définitivement réservé le portefeuille de la police.

— Le bruit se répand que M. de Grammont a adressé un cartel à M. Em. Arago, à raison de quelques paroles assez vives échangées entre eux à la séance d'hier.

— Les écrivains légitimistes attaquent ce matin dans leurs journaux, la loi sur la déportation, mais cela ne les empê-

chera pas de la voter au scrutin. Cette conduite est passée depuis deux ans à l'état d'habitude chez eux. Ils parlent souvent contre les lois de compression, mais ils ne manquent jamais de voter pour.

— Un homme d'Etat, au dire du *Siècle*, appelait hier cette loi: l'hypocrisie de la guillotine.

Ce n'est autre chose, en effet, comme l'a dit énergiquement Victor Hugo, que l'assassinat légal, substitué au meurtre légal.

— M. de Persigny (Fialin), est arrivé ce matin à Paris. Il a été reçu au débotté par M. le président de la République, avec lequel il a eu une longue et secrète conférence. M. de Persigny a ensuite assisté au conseil des ministres qui a été tenu ce matin à l'Elysée-National. (*Estafette.*)

— Nous lisons dans l'*Evénement*:

« Nous avons ouvert ce matin le *Moniteur*.

» Nous étions heureux de savoir comment avait voté M. Odilon Barrot, à propos de cette loi dont il avait dit naguère qu'elle établissait une peine pire que le *carcere duro*; qu'en combinant la détention avec la déportation, elle donnait plus que la mort instantanée, elle donnait « la mort par supplice. »

» Nous nous disions: M. Odillon Barrot ne voudra pas sans doute se mentir ainsi à lui-même, se renier ainsi, se parjurer ainsi à la face du pays. Il votera contre cette loi.

» Du moins, s'il n'a pas eu le courage de voter contre, — car il faut, hélas! un grand courage aujourd'hui pour voter selon sa conscience, (M. Victor Hugo en sait quelque chose), — M. Odilon Barrot a eu la pudeur de s'abstenir.

» Nous nous trompions.

» M. Odilon Barrot n'a pas eu le courage de voter contre.

» M. Odilon Barrot n'a pas même eu la pudeur de s'abstenir.

» M. Odilon Barrot a voté pour! »

— La commission de la presse a entendu de nouveau aujourd'hui les délégués de la presse départementale, qui ont remis à son président un manifeste énergique contre le projet d'élever le cautionnement et de rétablir le timbre.

La commission se réunira demain dimanche à onze heures, pour prendre une résolution définitive. (*La Patrie.*)

COMITÉ DÉMOCRATIQUE ET SOCIALISTE DES ÉLECTIONS

DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

Le comité démocratique-socialiste, dans sa séance du vendredi 5 avril, a décidé que le peuple serait immédiatement convoqué dans les comices électoraux, afin de procéder à la nomination d'un nouveau comité pour l'élection du 28 avril.

Le peuple comprendra la haute importance de cette élection. Le Comité recommande avec instance aux électeurs démocrates socialistes la plus grande exactitude à ces réunions.

— Le *Constitutionnel* persiste à soutenir qu'il n'a rien exagéré en ce qui concerne la foire au pain d'épice.

D'un autre côté, on écrit de Paris à l'*Indépendance belge*:

« Ce journal ne paraît pas avoir eu une connaissance exacte des faits. Habitant du faubourg, je puis vous faire connaître la vérité. Les ouvriers ont crié *Vive la République* et rien de plus. Peut-être quelques braillards, quelques mauvais sujets, quelques ivrognes aussi étaient-ils au milieu des groupes qui entouraient la voiture du prince; mais l'aspect de la foule n'a pas été un instant factieux; la curiosité jouait dans tout cela le principal rôle, croyez-le bien! Et le faubourg Saint-Antoine aura été bien étonné ce matin en apprenant par le *Constitutionnel* les dangers imaginaires qu'a courus M. Louis-Napoléon Bonaparte.

La même correspondance nous apprend que les meneurs de la réaction comptent sur la loi de déportation pour irriter les esprits.

Il pourrait donc se faire que nous fussions beaucoup moins loin d'un mouvement populaire qu'on ne le croit généralement.

## Extérieur.

**ALLEMAGNE. MECKLEMBOURG.** — Le ministère du grand-duché de Mecklembourg-Schwerin, le seul en Allemagne qui restât encore debout de la révolution de Mars, vient de donner en masse sa démission, qui a été acceptée par le grand-duc; ce dernier, à son tour, renie la constitution démocratique élaborée par la constituante, et depuis lors en vigueur dans le pays. On sait qu'il l'avait quelque temps maintenue, malgré l'opposition de la noblesse, appuyée du grand-duc de Mecklembourg-Strelitz. La chambre élue en vertu de cette constitution va être dissoute, et l'accord se trouve ainsi rétabli entre les souverains des deux duchés.

Le motif apparent de ce brusque revirement dans les résolutions jusqu'ici manifestées par le jeune grand-duc, c'est le *veto* (probablement sollicité par lui) de la commission centrale de Francfort contre la constitution démocratique de Schwerin; mais en réalité, cette volte-face des destinées fondamentales du pays est due principalement à l'influence active, corroborée par celle de la Prusse, de M. de Laveizow, ministre dirigeant d'avant mars, et qui sera probablement de nouveau placé à la tête du ministère. On attend dans la capitale plusieurs escadrons de cavalerie, pour agir selon les éventualités que la crise actuelle pourrait provoquer.

BRUITS DE GUERRE.

Nous parlions récemment d'une nouvelle note adressée à la Prusse par la Russie sur les affaires allemandes. Voici en quels termes la *Correspondance autrichienne* en fait connaître la substance: « La question y est traitée en général,

aussi simplement que possible. On y reconnaît que les traités de 1815 donnent aux états allemands le droit incontestable de constituer l'Allemagne par un accord entre eux; mais si cette union n'avait pas lieu, et que l'un ou l'autre des états allemands continuât d'exploiter les embarras de l'Allemagne, et de construire avec les débris de l'ancienne confédération l'édifice de sa propre grandeur, les traités de 1815 seraient violés, et les puissances étrangères auraient le droit de s'immiscer dans les affaires de l'Allemagne. »

On écrit de Francfort à la *Gazette d'Augsbourg*, en date du 50 mars:

« On a reçu hier une nouvelle note autrichienne, relative aux affaires d'Allemagne, laquelle, confrontée avec le discours de M. de Radowitz au parlement d'Erfurt, laisse bien peu d'espoir d'un accommodement entre l'Autriche et la Prusse. »

**ITALIE. GÈNES.** — Nous lisons dans la *Concordia*:

« Nous n'avons reçu l'*Italia* de Gènes ni hier ni aujourd'hui, quelques phrases d'un de ses articles sur la bataille de Novarre ont déchaîné une tempête sans égale. Le journal s'est retracté, a protesté, a prouvé qu'il avait plusieurs fois élevé jusqu'au ciel la valeur de l'armée piémontaise; tout a été inutile; les autorités militaires l'ont fait poursuivre et l'appellent devant les tribunaux. Ceci est bien. Les tribunaux sont faits pour cela, et nul ne doit risquer une parole dont il ne soit prêt à rendre compte, de même que personne ne doit se faire justice par soi-même.

» Mais cela n'a pas suffi. Le ministre de la guerre a publié dans la feuille officielle, une circulaire qui recommandait aux militaires de ne pas se laisser entraîner par leur indignation hors de la légalité. Cela aurait été approuvé par tout le monde, si le langage du ministre n'eût été si enflammé contre « les provocateurs à l'illégalité et les fomenteurs de discordes, » qu'il a semblé tendre plutôt à attirer les haines qu'à les éteindre. En outre, le ministre condamnant avec tant de ressentiment un journal appelé en justice, déposait ses attributions et préjugait la sentence du tribunal.

« Nous n'aurions rien dit pourtant de ce malheureux événement si quelques lignes pleines de réserve du *Corriere mercantile* et le bruit public ne nous avaient apporté une triste nouvelle. La direction et l'imprimerie du journal l'*Italia* ont été menacés par une tourbe de militaires, lesquels ont obligé l'imprimeur de demander pardon des offenses faites par ses presses à l'armée.

» Si la circulaire du ministre a véritablement reçu un tel commentaire, nous demandons que le gouvernement montre que les tribunaux sont ouverts impartialement contre toutes violences, non moins contre celles des *paroles* que contre celles des *actes*. »

L'état de siège, l'envahissement des imprimeries, la suspension d'un journal par l'arbitraire d'une soldatesque à qui on permet tout pourvu qu'elle opprime, voilà donc la position de Gènes. C'est à rendre jaloux les héros du 13 juin.

Une lettre adressée à la *Concordia* ferait supposer que l'assassin de Mazzini, arrêté à Genève se cache sous un nom qui n'est pas le sien. En effet, M. G. B. Visetti, le médecin qui était à Venise pendant le siège est en ce moment à Alexandrie en Egypte, le prétendu Visetti, en se disant chirurgien et émigré de Venise, a donc volé le nom et même la biographie d'un patriote.

**PÉNINSULE IBÉRIQUE. MADRID.** — La *Nacion* annonce une nouvelle importante de lord Palmerston. Il vient d'adresser à Narvaez un ultimatum.

L'éditeur Dutertre, passage Bourg-l'Abbé, à Paris, vient de mettre en vente la 2<sup>e</sup> édition de la *Vie politique* de LEDRU-ROLLIN, par Napoléon Gallois, ancien rédacteur en chef du *Courrier de la Sarthe*. Cet ouvrage se recommande de lui-même à l'attention des démocrates, de tous ceux qui voudront juger sans préventions le proscrit de Londres. Nous le recommandons à tous amis et ennemis.

Prix: 75 c.; 1 fr. par la poste.

Le Rédacteur-Gérant, A. THÉRIN.

## ANNONCES.

**GRAINES FORESTIÈRES,**  
Chez H. GALL, rue des Dentelles, 1, à Strasbourg.

VIE POLITIQUE

DE

**LEDRU-ROLLIN,**

PAR NAPOLEON GALLOIS,

Ancien Rédacteur en chef du *Courrier de la Sarthe* et  
du *Bonhomme manceau*.

Prix: 75 cent.

A Paris, chez DUTERTRE, éditeur, passage Bourg-l'Abbé.

Requiemont, Imp. et Lith. Mougny.